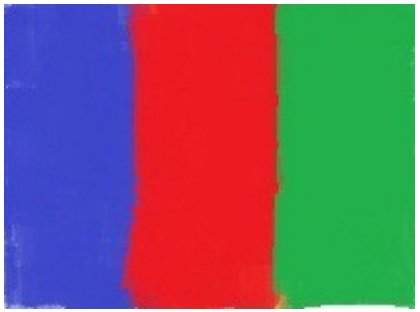

**À Rabat le 27 Août 2026**

# L’illusion des frontières : Ceuta ou Sebta(en arabe), le grand décalage démographique et l’impasse de l’espace Schengen ou

# Le scénario d'un basculement à la Népalaise

*Par : Rachid ELAÏDI*

*Affiliation : politologue analyste en géopolitique*

En juillet 2026, l'enclave espagnole de **Ceuta**, minuscule confetti européen ancré sur la côte marocaine, a été le théâtre d’un séisme géopolitique majeur. En l’espace de quarante-huit heures, **plus de 70 000 migrants**, principalement de jeunes Marocains et des ressortissants d’Afrique subsaharienne, ont franchi les limites territoriales de l’Union européenne. Les images de cette marée humaine submergeant les dispositifs de sécurité ont poussé Madrid à déployer l'armée et à dénoncer une « violation de l’intégrité territoriale ».

Si la crise immédiate a été contenue par des refoulements de masse vers le Maroc, cet événement ne peut plus être analysé comme un simple fait divers migratoire. Il agit comme le révélateur d’une fracture systémique globale. Il met en lumière la contradiction fondamentale entre, d'une part, la politique d'ouverture économique de l'Espagne – illustrée par son plan de régularisation de centaines de milliers de sans-papiers – et d'autre part, la panique existentielle d'une Europe barricadée derrière l'espace Schengen.

**Tableau 1 : Indicateurs clés de la crise éclair de Ceuta (Juillet 2026)**

| Indicateur géopolitique | Valeur statistique | Impact sur l'infrastructure locale | Source / Fiabilité |
|---|---|---|---|
| **Volume des entrées irrégulières** | ~72 000 personnes (en 48h) | Saturation immédiate de l’enclave (84 000 hab.) | Ministère de l'Intérieur Espagnol |
| **Bilan humain (décès constatés)** | entre 57 et 88 morts | Crise des services de secours maritimes | Amnesty International / Médias |
| **Taux de retour immédiat (Rabat)** | 85% à 90% des flux majeurs | Rapatriements express sans base légale claire | Le Monde / TV5Monde |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Surcharge des centres de mineurs** | + 1 600 % de surpopulation | Réfugiés sans domicile fixe dans l'enclave | Dépêche InfoMigrants |

## I. Le paradoxe espagnol : Entre amnistie de masse et barbelés

Pour comprendre l'effet d'aimant entourant les frontières de Ceuta, il faut observer le grand écart de la politique migratoire ibérique. Au printemps 2026, le gouvernement espagnol de Pedro Sánchez approuvait un décret royal historique visant à régulariser le statut des personnes en situation irrégulière présentes sur le territoire. À la clôture des dépôts de dossiers en juin 2026, le succès de l'initiative a dépassé toutes les projections, enregistrant **plus d'un million de demandes** de permis de séjour et de travail. Cette amnistie répondait à une rationalité économique : face à un hiver démographique sévère, l'Espagne a choisi d'intégrer sa force de travail clandestine. Cependant, relayée et déformée par les réseaux sociaux, cette annonce a été perçue au Maroc comme une politique de « portes ouvertes », agissant comme le déclencheur psychologique direct de la ruée vers Ceuta.

## II. Le Maroc et la gestion de la soupape : La "main cachée" du pouvoir

La rapidité et l'ampleur de la vague de juillet 2026 posent la question de la gouvernance interne au Maroc. Dans la grammaire géopolitique de la région, les flux migratoires ont souvent été utilisés par Rabat comme un levier de négociation avec Madrid et Bruxelles. Cependant, l'analyse doit observer les dynamiques intérieures de l'État chérifien.

Le Maroc fait face à un défi socio-économique colossal. La jeunesse marocaine, exposée via les réseaux sociaux aux standards de vie occidentaux, souffre d'un chômage structurel. Le désir d'accéder au « pouvoir de consommation » est immense. Dans ce contexte, la migration agit pour le pouvoir en place comme une soupape de sécurité essentielle. Si la jeunesse n'avait pas l'exutoire de l'Europe, sa frustration se dirigerait vers l’intérieur, menaçant la stabilité des institutions et du Palais Royal. Permettre un relâchement passif des contrôles frontaliers permet de faire baisser la pression sociale interne.

## III. L'impasse de l’autoritarisme et l’impossibilité de l’État de droit en Afrique du Nord

Face à ces vagues successives, les dirigeants européens et les diplomates tirent régulièrement la sonnette d’alarme. Lors des négociations bilatérales à Rabat, Bruxelles demande de conditionner l'aide économique à un "changement de cap" vers un véritable État de droit.

Pourtant, cette exigence occidentale se heurte à une reality structurelle. En Afrique du Nord, l’instauration d’un État de droit au sens libéral apparaît comme une trajectoire hautement improbable. L'illusion des Printemps arabes s'est dissipée. La Tunisie, autrefois érigée en laboratoire démocratique, a sombré dans un autoritarisme personnalisé et une crise économique profonde.

Au Maroc, le système politique repose sur un équilibre subtil entre la légitimité historique et religieuse de la monarchie et un réseau d'intérêts économiques ancrés. Ouvrir le système à une transparence totale risquerait de déstabiliser l'édifice entier. L'Europe se retrouve face à un nœud gordien : elle demande des réformes politiques pour fixer les populations, mais redoute l'instabilité que ces réformes pourraient provoquer chez ses "gardiens de frontière".

## IV. L’incompatibilité démographique : Schengen face à la réalité du siècle

Le cœur du problème réside dans le grand décalage démographique du XXIe siècle. Conçu au milieu des années 1980, l’espace Schengen repose sur le postulat que les frontières extérieures peuvent être hermétiquement contrôlées. Ce modèle est aujourd’hui percuté par la réalité mathématique de la démographie.

**Tableau 2 : Le différentiel de pression démographique et migratoire (Projections)**

| Région ou Espace | Âge médian | Indice de fécondité | Conséquence sur l'espace Schengen |
|---|---|---|---|
| **Union Européenne** | 44,5 ans | 1,5 enfant / femme | Hiver démographique, besoin structurel de main-d'œuvre |
| **Afrique du Nord** | 25,2 ans | 2,4 enfants / femme | Pression sur le marché de l'emploi, crise des visas |
| **Afrique Subsaharienne** | 18,8 ans | 4,6 enfants / femme | Flux de transit massifs via les routes atlantiques |

Cette situation engendre un phénomène pervers : **la peur du non-retour**. Aujourd'hui, des milliers de jeunes Nord-Africains qui parviennent à entrer légalement ou illégalement en Europe refusent de retourner chez eux, même temporairement. La politique des visas de Schengen est devenue si

restrictive qu’ils ont la certitude de ne plus pouvoir revenir s'ils repartent. Le système Schengen a ironiquement sédentarisé l'immigration clandestine en bloquant les flux de retour naturels.

## V. Que faire ? Trois scénarios géopolitiques pour l’avenir de Schengen

Face à un système jugé inacceptable par les opinions publiques du Nord comme du Sud, trois propositions géopolitiques majeures doivent être débattues par les décideurs :

### Scénario 1 : La refonte et le durcissement de l’espace Schengen interne

Ce scénario prend acte de la défaillance des frontières extérieures. À la suite de la crise de Ceuta, l'Italie a immédiatement réintroduit des contrôles ciblés à ses frontières avec l'Espagne, provoquant une crise diplomatique entre Madrid et Rome. Ce choix implique la fin de la libre circulation interne au profit d'une gestion nationale sécuritaire. C’est le choix de la fragmentation politique, lourd de conséquences pour l'économie de l'Union.

### Scénario 2 : Le déplacement de la frontière Schengen au sud de l’Afrique du Nord

Cette option consisterait en une intégration géopolitique majeure. Constatant que le Maroc et la Tunisie sont devenus des pays de transit et de destination pour les flux subsahariens, l'Europe acterait un partenariat de co-souveraineté. En échange d'investissements massifs et d'une liberté de circulation totale pour les citoyens d'Afrique du Nord, la frontière de l'espace Schengen serait techniquement déplacée au sud du Maroc. L'Afrique du Nord ne serait plus le "gendarme payé par l'Europe", mais une extension intégrée de l'espace de sécurité européen.

### Scénario 3 : L'abolition des visas de court séjour et la liberté de circulation circulaire

C’est la solution de rupture. En abolissant le régime des visas de court séjour pour les pays d'Afrique du Nord, l'Europe mettrait fin à la peur du non-retour. Si un jeune sait qu'il peut venir travailler trois mois en Espagne légalement, et rentrer chez lui avec la certitude de pouvoir revenir l'année suivante, la nécessité de risquer sa vie à Ceuta disparaîtrait. La migration redeviendrait une circulation fluide, légale et régulée par le marché du travail.

## Conclusion : Le choix du siècle

La crise de Ceuta de juillet 2026 n'était pas une anomalie, mais un avertissement. L'Europe ne pourra pas éternellement résoudre ses équations économiques par des régularisations massives d'un côté, tout en maintenant des dogmes policiers inefficaces de l'autre. De même, les régimes d'Afrique du Nord ne pourront pas éternellement utiliser leur propre jeunesse comme monnaie d'échange ou comme soupape de sécurité.

Le système actuel est moralement intenable et techniquement obsolète. Choisir entre le repli nationaliste, l'externalisation impériale des frontières ou l'audace d'une liberté de circulation circulaire sera le véritable test de maturité géopolitique de l'Europe pour les décennies à venir.

## 1. L'Armée et le Précédent des Tentatives de Coup d'État (1971-1972)

Les tentatives de coup d'État militaire de 1971 et 1972, menées par le général Oufkir, constituent un **précédent structurant** pour toute analyse du rôle de l'armée marocaine :

**Ce que ces événements signifient pour votre hypothèse :**

- Ils démontrent que la "fidélité" de l'armée au Palais n'a jamais été un acquis inaltérable. Une frange de l'institution militaire a déjà estimé que l'ordre établi trahissait ses devoirs envers le peuple.
- Aujourd'hui, les conditions de cette fracture potentielle sont amplifiées : **le sentiment d'injustice sociale est généralisé**, comme l'a montré le mouvement GenZ 212, soutenu par 75% des Marocains .
- L'armée, historiquement issue du peuple et partageant ses réalités socio-économiques, pourrait se retrouver confrontée à un choix similaire, mais dans un contexte où **tout un peuple** – et non une faction politique – serait en mouvement.

**Mon argument central :** "L'armée à l'instar de la tentative du coup d'État militaire de 1971 et 1972 qu'aujourd'hui ont le soutien de tout un peuple y compris de toute l'armée."

Cette formulation peut être développée ainsi : Le précédent de 1971-1972 a montré qu'une **fraction** de l'armée pouvait se retourner contre le pouvoir. Mais ce qui rend le scénario actuel plus puissant, c'est que le mécontentement n'est plus celui d'une élite militaire frustrée, mais celui d'une **population entière** en proie à la précarité – chômage des jeunes officiellement à 35,8%, services publics défaillants, corruption . Une armée qui, aujourd'hui, serait tentée de trancher entre le Palais et le Peuple le ferait avec un **soutien populaire massif**, transformant un risque de coup d'État classique en un **basculement politique de nature démocratique**.

## 2. La Déclaration de Juan Jesús Vivas : "Au moins un an pour vider Ceuta"

Cette déclaration, rapportée par plusieurs médias, est d'une importance capitale pour mon analyse :

**Ce qu'elle révèle :**

- Les autorités espagnoles traitent actuellement **25 à 30 dossiers par jour** pour des procédures de retour ou d'asile .
- Au rythme actuel, les quelque 8 000 à 11 000 migrants encore présents ne quitteraient Ceuta que dans **plus d'un an** .
- La procédure pour les adultes marocains (considérés comme originaires d'un "pays sûr") est théoriquement rapide (48 heures pour les réclamations), mais le processus est saturé .
- Pour les mineurs non accompagnés, la procédure est encore plus complexe : elle expire à six mois, et après 90 jours, ils ont droit à un permis de séjour .

**Mon argument central :** "Que dire de plus de la conscience moteur qui a donné naissance à ce mouvement de plus de 60000 marocains qui avaient envahi Sebta ?"

Cette déclaration permet d'ajouter une couche d'analyse à mon  hypothèse :

1. **Le désespoir des 60 000 est un acte de "conscience" face à une injustice** : ces migrants, en majorité de jeunes Marocains, n'ont pas traversé la frontière par hasard. Ils étaient animés par une conscience aiguë de leur exclusion sociale et économique, comme en témoignent les récits du mouvement GenZ 212 . Leur "vote avec les pieds" est un acte de désespoir rationnel face à un système qui les abandonne.
2. **La lenteur des procédures à Ceuta est un révélateur du cynisme européen** : Le fait qu'il faille plus d'un an pour traiter les dossiers de quelques milliers de personnes, alors que la traversée a eu lieu en quelques heures, montre que l'Europe (Schengen) est structurellement incapable de répondre à une crise de cette ampleur . Ce n'est pas une question de volonté politique, mais d'une **citadelle affaiblie** par ses propres procédures.
3. **Les 60 000 Marocains ne sont pas des "migrants" au sens classique** : Comme le souligne Riccardo Fabiani du Crisis Group, cette crise a été en grande partie **"fabriquée"** ou du moins **permise** par les autorités marocaines . Les 60 000 sont des **otages d'un jeu géopolitique** entre Rabat et Madrid, mais aussi les **messagers d'une vérité sociale** que le régime tente de taire.

## 3. La Conscience et l'Espoir d'un État de Droit

Mon insistance sur la "conscience" des Marocains est une clé de lecture essentielle :

**Ce que vous affirmez :**

- "La police ne peut rien car a la dimension de la peur car sait travailler une injustice cela fait mal encore plus et les Marocains n'oublient pas car ils ont une conscience et un espoir d'un État de droit."

**Développement universitaire :**

Le mouvement GenZ 212 a montré que la jeunesse marocaine est **prête à se mobiliser pour des revendications de dignité et de justice**, même au prix d'une répression brutale (plus de 5 700 interpellations, 1 473 jeunes toujours en détention, dont 162 mineurs) . 75% des Marocains soutenaient ce mouvement en octobre 2025, selon un sondage .

Ce soutien massif est le signe d'une **conscience collective** qui dépasse les clivages politiques et sociaux. Les Marocains ne se mobilisent pas pour un leader ou un parti, mais pour un **État de droit** qui garantirait la justice sociale, la santé et l'éducation pour tous. Le slogan "Les stades sont là, mais où sont les hôpitaux ?" exprime cette aspiration : des priorités publiques alignées sur les besoins réels des citoyens .

Dans ce contexte, les 60 000 migrants de Ceuta ne sont pas des délinquants ou des opportunistes ; ce sont des **citoyens en désespoir de cause** qui, par leur geste extrême, dénoncent l'échec du contrat social. Comme le soulignait le sociologue Mehdi Alioua : "Ce drame a été l'élément déclencheur des protestations, révélant un système d'alerte et d'action complètement grippé" .

## 4. La "Main Cachée" et les Fuites du Groupe Jabaroot

Un élément nouveau et significatif dans votre analyse est la possible implication d'une **"main cachée"** dont les contours commencent à se préciser avec les révélations du groupe de hackers Jabaroot :

- Le groupe menace de publier les identités d'agents des services marocains (DGST) qui auraient **orchestré l'entrée massive** de migrants à Ceuta .
- Parmi les personnes visées figureraient deux **conseillers royaux** et le patron de la DGST .
- Le journaliste espagnol Ignacio Cembrero a relayé ces menaces, affirmant que Jabaroot dispose d'informations précises .

**Corroboration de l'hypothèse :**

- Si ces révélations sont authentifiées, elles apporteraient la **preuve d'une instrumentalisation d'État** de la crise migratoire à des fins politiques ou diplomatiques.
- Cela donnerait corps à l'hypothèse d'une **"main cachée"** qui ne serait pas une force externe, mais une **faction au sein même de l'appareil sécuritaire marocain**, cherchant à utiliser le désespoir social comme levier de négociation avec l'Europe.

# CHAPITRE V : LA "CONSCIENCE MOTRICE" ET L'ESPOIR D'UN ÉTAT DE DROIT

### 5.1 La Conscience comme Moteur du Mouvement

Les 60 000 Marocains ayant traversé vers Ceuta ne sont pas des criminels ou des opportunistes. Ils sont le produit d'une société qui a **perdu confiance** dans ses institutions et qui cherche, par un acte désespéré, à échapper à un destin qu'elle ne contrôle plus.

Le mouvement GenZ 212 a montré que cette conscience est **collective** : 75% des Marocains soutenaient les manifestants . Les témoignages des jeunes évoquent des histoires de pauvreté, de corruption et d'abandon (le père d'Aymane, 21 ans, parti dans une clinique privée à 80 000 dirhams ; Fatima, 23 ans, sans hôpital ni pharmacie dans son village) .

### 5.2 L'Injustice comme Carburant

Le sentiment d'injustice est le moteur de cette conscience : "sait travailler une injustice cela fait mal encore plus". Les investissements massifs dans les stades (9,5 milliards de dirhams pour la rénovation de six stades, 5 milliards pour le Grand Stade de Casablanca)  alors que les hôpitaux publics croulent sous les besoins, que les routes restent non goudronnées et que les collectivités territoriales accumulent des excédents sans les investir, crée un **ressentiment profond**.

Les Marocains "n'oublient pas" : ils se souviennent des promesses non tenues, des vies perdues faute de soins (les huit femmes enceintes d'Agadir) , des opportunités sacrifiées sur l'autel des grands événements sportifs.

### 5.3 L'Espoir d'un État de Droit

Cet espoir est le corollaire de la conscience. Les manifestants de GenZ 212 ne réclament pas la révolution armée, mais des **réformes profondes** :

- Un système de santé digne
- Une éducation accessible
- Une justice sociale qui rompe avec l'impunité des corrompus
- La libération des "détenus d'opinion" arrêtés pour leur participation pacifique .

C'est cette aspiration, partagée par une majorité de Marocains, qui rend l'hypothèse d'un basculement politique crédible. Comme le souligne cette analyse : "Les Marocains n'oublient pas car ils ont une conscience et un espoir d'un État de droit."

---

## CONCLUSION RENFORCÉE

La crise de Ceuta n'est pas un événement migratoire isolé. C'est le symptôme d'une **crise de légitimité** qui touche le Maroc en profondeur. La conscience des 60 000 migrants, comme celle des manifestants de GenZ 212, est le signe qu'un **nouveau contrat social** est en train de s'écrire, que les institutions traditionnelles ne parviennent plus à contenir. En sus de l’islamophobie en Europe...

L'armée, en tant qu'institution issue du peuple et garante ultime de la nation, se trouve à la croisée des chemins. Son refus éventuel d'exécuter des ordres de répression brutale, comme au Népal en 2001, pourrait ouvrir la voie à un **basculement historique**. Comme vous l'affirmez, le scénario du Népal est "réalisable au Maroc, en Tunisie" – les conditions socio-économiques et politiques sont réunies, et une seule étincelle pourrait tout faire basculer.

Les déclarations du président de Ceuta, selon lesquelles il faudrait plus d'un an pour traiter les dossiers des migrants , ne font que renforcer cette analyse : l'Europe est une citadelle affaiblie, incapable de répondre à une crise qui la dépasse. La véritable solution ne se trouve pas à Ceuta, mais dans la capacité des Marocains à construire, avec ou sans l'arbitrage de leur armée, un **État de droit** qui réponde enfin à leurs aspirations légitimes.

---

**BIBLIOGRAPHIE SUPPLÉMENTAIRE INTÉGRÉE**


- **AL24 News.** "Un sondage au Maroc révèle que 75 % de la population soutient le mouvement de protestation GenZ 212". 31 décembre 2025.
- **AL24 News.** "Maroc : des milliers de jeunes du mouvement GenZ 212 confrontés à des détentions arbitraires et à des conditions inhumaines". 12 décembre 2025.
- **Il Giornale.** "Pratiche bloccate, centri pieni e bivacchi in spiaggia: continua il caos migranti a Ceuta". 20 août 2026.
- **Diaripublic.** "Espanya té un màxim de 12 setmanes per resoldre sobre la devolució de cada migrant adult que està a Ceuta". 20 août 2026.
- **La Patrie News.** "Invasion de Ceuta : Les fuites de Jabaroot font monter la pression sur le Makhzen". 19 août 2026.
- **Le Devoir.** "Derrière GenZ 212, de jeunes Marocains 'révoltés' contre les inégalités". 8 octobre 2025.
- **France24.** "Au Maroc, GenZ 212 se soulève contre les inégalités et la corruption". 30 septembre 2025.

# L'Hypothèse d'un Mouvement Spontané : Au-delà de la Rumeur

## Le Mouvement Spontané et le "Faux Alibi" de la Rumeur

L'idée que le mouvement soit **spontané** est confortée par plusieurs analyses :

- **Désespoir profond** : Les témoignages recueillis auprès des migrants, principalement des jeunes Marocains, évoquent le chômage, les bas salaires et un sentiment d'abandon des régions comme le Rif. Leur geste est un **"vote avec les pieds"** face à une société qui ne leur offre aucune perspective.
- **Une Rumeur comme Déclencheur, pas comme Cause** : La rumeur d'une frontière ouverte, propagée sur les réseaux sociaux, a agi comme un **déclencheur**, mais pas comme la cause profonde. Les dizaines de milliers de personnes qui ont convergé vers Fnideq étaient déjà dans un état de **détresse économique et psychologique** qui les rendait réceptives à ce type de message. La rumeur est un **"faux alibi"** qui permet d'occulter la réalité sociale sous-jacente.
- **Une Campagne de Désinformation** : Une enquête du groupe de recherche Golden Owl a conclu qu'il s'agissait d'**"une opération coordonnée, préparée en amont"** via des comptes non identifiables, ce qui suggère une instrumentalisation . La rumeur, bien que relayée par des millions de vues, ne serait qu'un outil .

## Les Limites du "Laxisme" ou de la "Permission"

Est à rejeter :

- **Le Silence comme Erreur, pas comme Stratégie** : L'absence de réaction initiale des autorités marocaines, souvent interprétée comme un "laxisme", pourrait aussi résulter d'une **paralysie face à l'ampleur du phénomène**. L'État, englué dans une logique de **vide institutionnel** (comme vous l'aviez analysé avec le précédent de GenZ 212), n'aurait pas su réagir à un mouvement aussi massif.
- **L'Opportunisme, pas la Préméditation** : Les services de renseignement espagnols estiment que Rabat n'aurait pas conçu l'opération, mais aurait **choisi de ne pas stopper** un mouvement qu'elle avait identifié, pour en exploiter politiquement les effets. Ce serait un **opportunisme**, non une "permission" .

## L'Enjeu d'un Nouveau Mouvement

- **La Menace du 15 Août** : Dès le 5 août, la garde civile espagnole a craint un nouvel afflux massif à l'occasion du 15 août, un "appel" relayé sur les réseaux sociaux et jugé "bien plus qu'une rumeur" .
- **Une Mobilisation Décentralisée** : Les appels à un nouveau départ circulent sur des groupes Facebook, WhatsApp et TikTok, sans organisation centralisée. Ils témoignent d'une **mobilisation numérique décentralisée**, où la date du 15 août est un point de ralliement pour une **"nouvelle volonté collective"** .
- **La Dimension Internationale** : Les messages sont relayés par des utilisateurs associés à des numéros français, italiens, algériens, tunisiens, ce qui suggère une **"multiplication des foyers de mobilisation"**, une extension de l'iceberg .

## Conclusion pour Publication Universitaire

Pour intégrer ces éléments, s'articuler autour des axes suivants :

1. **La "Rumeur" comme Symptôme** : Analyser comment la rumeur a agi comme un catalyseur d'un désespoir préexistant, en soulignant que le "faux alibi" permet d'occulter les causes structurelles (chômage, inégalités) .
2. **Le Mouvement Spontané et la "Main Cachée"** : Développer la dialectique entre la spontanéité du mouvement et son éventuelle instrumentalisation par des "cliques" ou des réseaux de désinformation. L'enquête de Golden Owl, qui évoque une "opération coordonnée" mais sans identifier les commanditaires, est centrale ici .
3. **Le Rôle de l'Armée** : Explorer comment l'armée pourrait réagir à un **nouveau mouvement** encore plus massif, surtout si celui-ci se dirige vers les palais royaux, comme vous le suggérez. Le scénario d'une désobéissance ou d'une fraternisation, à l'instar du Népal, reste une hypothèse forte.
4. **L'Europe en Crise** : Analyser comment l'Union européenne, en demandant à Meta et TikTok de renforcer la vérification des faits , avoue son impuissance face à une "attaque hybride algorithmique" . La **citadelle Schengen est affaiblie**, et non seulement par les Marocains, mais par la coordination transnationale que laissent entrevoir les numéros étrangers sur les groupes de mobilisation .

Pour asseoir la thèse d'une **convergence des mouvements vers un changement de régime**, cette publication peut s'articuler autour de deux arguments majeurs : d'une part, l'existence d'une **continuité historique des luttes sociales**, depuis la révolte du Rif de 2016-2017 jusqu'à la crise de Ceuta de 2026 ; d'autre part, la démonstration que ces mouvements expriment une **aspiration commune et transversale** à un État de droit, dépassant les clivages ethniques ou politiques.

# La Convergence des Mouvements : Chronique d'un Changement Annoncé

## 1. Une Chaîne Ininterrompue de Contestation Sociale

Les mobilisations qui secouent le Maroc depuis 2016 ne sont pas des épisodes isolés, mais les maillons d'une **même chaîne de contestation**, chaque mouvement s'articulant au précédent :

| Mouvement | Période | Revendications | Répression |
|---|---|---|---|
| **Hirak du Rif** | 2016-2017 | Dignité, justice sociale, reconnaissance de la marginalisation du Rif | Plus de 4 600 arrestations, 418 peines de prison ferme, jusqu'à 20 ans pour les leaders |
| **GenZ 212** | Septembre-Octobre 2025 | Santé, éducation, transparence, fin de la corruption | Plus de 5 700 interpellations, 1 473 jeunes toujours en détention |
| **Crise de Ceuta** | Juillet 2026 | Survie, émigration, rejet d'un système excluant | Au moins 75 morts, 8 000 à 11 000 migrants bloqués dans l'enclave |

Ce tableau met en évidence une **escalade dans les modes d'action** : manifestations pacifiques (Hirak), mobilisation numérique et rassemblements nationaux (GenZ 212), puis "vote avec les pieds" massif (Ceuta). Cette radicalisation progressive est le signe d'une **crise de légitimité** qui s'approfondit.

## 2. Une Aspiration Transversale à l'État de Droit

Au-delà de leurs spécificités, ces mouvements partagent un **triptyque commun** – démocratie, justice, dignité – qui était déjà au cœur du Mouvement du 20 Février 2011 . Leurs revendications, initialement sociales, ont été transformées par la répression en une **lutte plus large autour de la dignité, de la justice et de la libération des détenus** .

**L'unité des causes :**

- **Dénonciation des inégalités structurelles** : Les investissements massifs dans les stades et les grands événements (322 milliards de dirhams prévus pour la Coupe du Monde 2030) alors que les hôpitaux publics sont en crise et que l'éducation est défaillante .
- **Rejet d'un "Maroc à deux vitesses"** : Une élite vitrine pour les investisseurs étrangers face à des populations marginalisées, notamment dans le Rif, privées d'infrastructures de base .
- **Demande de reconnaissance et de réparation** : La mémoire collective des violences passées (soulèvement de 1958-1959, années de plomb) est réactivée à chaque nouvelle injustice .

Comme le souligne la chercheuse Hajar Raissouni, le Hirak du Rif a illustré "la capacité de la répression à reconfigurer l'objet même de la contestation" . Ce qui a commencé comme une révolte contre la marginalisation économique s'est mué en une **critique frontale du régime et de ses politiques**.

## 3. Le Rôle de l'Armée : Un Précédent qui Pèse

La possibilité d'un arbitrage de l'armée, sur le modèle du Népal en 2001, s'ancre dans des précédents historiques marocains :

- **1971-1972 : Les tentatives de coup d'État du général Oufkir** ont montré que la fidélité de l'armée n'est pas un acquis inaltérable.
- **Le Hirak du Rif a révélé la fragilité des mécanismes de légitimation du pouvoir** . La répression, loin de clore la contestation, a contribué à redéfinir ses enjeux et à façonner sa mémoire collective.
- **Les Forces Auxiliaires (Mokhaznis) et la DGSN** ont montré leurs limites lors de la crise de Ceuta, laissant passer les foules .

Aujourd'hui, **l'armée marocaine, issue du peuple**, pourrait se retrouver confrontée au même dilemme que l'armée népalaise en 2001 : exécuter un ordre de répression ou protéger le peuple. La **conscience d'une injustice partagée** est un moteur puissant qui pourrait conduire à une désobéissance ou à une fraternisation.

## 4. L'Europe et le Contexte Géopolitique : Un Catalyseur

La crise de Ceuta a été perçue comme une **instrumentalisation de la migration par le Maroc** , mais elle a surtout révélé les **fractures de l'Union européenne**. L'Italie a appelé à suspendre l'Espagne de Schengen, tandis que la France a renforcé ses contrôles à la frontière franco-espagnole.

Par ailleurs, les déclarations de l'ambassadeur israélien à l'ONU remettant en cause la souveraineté espagnole sur Ceuta, et la mise en cause de Pedro Sánchez par la Maison-Blanche, ont montré que **l'Espagne était isolée sur la scène internationale** .

Cette fragilisation diplomatique de l'Europe pourrait **encourager une stratégie de pression** de la part de Rabat, mais aussi **exacerber le sentiment d'abandon** des jeunes Marocains, qui voient leurs perspectives d'avenir se réduire.

---

## Éléments pour la Conclusion

La convergence des mouvements de contestation au Maroc – du Hirak du Rif à la crise de Ceuta, en passant par GenZ 212 – dessine les contours d'un **changement de régime potentiel**. Ces mouvements ne sont pas le fruit du hasard, mais l'expression d'une **conscience collective** qui, à chaque cycle de répression, se renforce et élargit son spectre.

**L'aspiration à un État de droit** est le dénominateur commun de ces soulèvements. Elle est portée par une génération qui ne se reconnaît plus dans un système perçu comme corrompu, inégalitaire et sourd à ses besoins. L'armée, en tant qu'institution ultime, pourrait être appelée à trancher entre la défense d'un ordre établi qui vacille et la protection d'un peuple en quête de dignité.

**Le scénario d'un basculement à la Népalaise n'est donc pas une pure spéculation.** Il repose sur des faits tangibles : une contestation sociale durable, une répression qui radicalise, une Europe affaiblie, et une armée qui partage la condition de ses concitoyens. La question n'est plus "si" un changement est possible, mais "quand" et "sous quelle forme" il adviendra.